



**Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/HRC/10/49  
6 février 2009

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME  
Dixième session  
Point 2 de l'ordre du jour

**RAPPORT ANNUEL DU HAUT-COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX  
DROITS DE L'HOMME ET RAPPORTS DU HAUT-COMMISSARIAT  
ET DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL**

**Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre  
les formes contemporaines d'esclavage\***

**Note du Secrétaire général**

**Résumé**

Le présent rapport contient les recommandations adoptées par le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage à sa treizième session, tenue à Genève du 8 au 12 septembre 2008, qui ont été approuvées par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme au nom du Secrétaire général. Il porte en particulier sur: la situation financière du Fonds; les nouvelles aides financières au titre des projets pour 2008; les progrès de l'application des recommandations du Bureau des services de contrôle interne (BSCI); et l'évaluation des besoins du Conseil d'administration pour 2009. Il s'agit d'une mise à jour du rapport soumis par le Secrétaire général à l'Assemblée générale à sa soixante-deuxième session (A/62/180).

---

\* Soumission tardive.

**TABLE DES MATIÈRES**

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. MANDAT DU FONDS .....	1	3
II. GESTION ET CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES POUR LA LUTTE CONTRE LES FORMES CONTEMPORAINES D'ESCLAVAGE .....	2 – 3	3
III. CYCLE D'APPROBATION DES AIDES FINANCIÈRES ET CRITÈRES DE RECEVABILITÉ .....	4 – 10	3
A. Cycle d'approbation des aides financières.....	4 – 5	3
B. Recevabilité de nouvelles demandes et processus de sélection .....	6 – 8	4
C. Contrôle et évaluation par le Conseil et par le secrétariat .....	9 – 10	4
IV. SITUATION FINANCIÈRE DU FONDS .....	11	5
V. TREIZIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION .....	12 – 62	5
A. Recommandations pour les aides financières .....	16 – 19	6
B. Collecte de fonds .....	20 – 24	6
C. Suivi des recommandations du Bureau des services de contrôle interne .....	25 – 54	7
D. Collaboration avec la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences .....	55 – 58	11
E. Autres recommandations .....	59 – 62	12
VI. ÉVALUATION DES BESOINS POUR LA QUATORZIÈME SESSION .....	63	13
VII. COMMENT VERSER DES CONTRIBUTIONS AU FONDS .....	64	13

**Annexes**

I. Contributions available at the thirteenth session of the Board of Trustees .....	14
II. Project grants recommended by the Board of Trustees at its thirteenth session .....	15
III. Contingency list of project grants recommended by the Board of Trustees at its thirteenth session .....	22

## **I. MANDAT DU FONDS**

1. Par sa résolution 46/122, l'Assemblée générale a établi le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage en vue d'apporter une aide humanitaire, juridique et financière aux personnes dont les droits de l'homme ont été gravement violés par des formes contemporaines d'esclavage. Le Fonds est alimenté par des contributions volontaires de gouvernements, d'organisations non gouvernementales (ONG), d'autres entités privées ou publiques et de particuliers.

## **II. GESTION ET CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES POUR LA LUTTE CONTRE LES FORMES CONTEMPORAINES D'ESCLAVAGE**

2. En application de la résolution 46/122, le Fonds est administré par le Secrétaire général, agissant par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et assisté par un conseil d'administration, conformément aux dispositions du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies applicables aux fonds généraux d'affectation spéciale pour l'assistance humanitaire.

3. Le Conseil d'administration se compose de cinq spécialistes de l'ONU qui ont l'expérience voulue dans le domaine des droits de l'homme et, en particulier, des formes contemporaines d'esclavage, et qui siègent à titre personnel. En décembre 2007, le Secrétaire général a nommé pour un mandat de trois ans prenant fin le 31 décembre 2010, compte dûment tenu du principe d'une répartition géographique équitable, les personnes ci-après: Gulnara Shahinian (Arménie), Virginia Herrera Murillo (Costa Rica), Prateep Unsongtham Hata (Thaïlande), Cleophas Kwdjo Mally (Togo) et David Weissbrodt (États-Unis d'Amérique). M<sup>me</sup> Shahinian a démissionné le 23 mai 2008 suite à sa nomination aux fonctions de Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences. Le Secrétaire général devrait nommer la personne qui la remplacera en 2009.

## **III. CYCLE D'APPROBATION DES AIDES FINANCIÈRES ET CRITÈRES DE RECEVABILITÉ**

### **A. Cycle d'approbation des aides financières**

4. Les demandes d'aide au titre de projets pour 2008 devaient être présentées au plus tard le 31 décembre 2007. Les demandes recevables parvenues au secrétariat ont été examinées par le Conseil d'administration à sa treizième session, qui s'est tenue à Genève du 8 au 12 septembre 2008. Les recommandations adoptées par le Conseil à cette session ont été approuvées par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme, agissant au nom du Secrétaire général, et les aides devaient être versées en décembre 2008. Les bénéficiaires d'aides au titre de projets seront priés de remettre au secrétariat du Fonds un rapport descriptif et un rapport financier intermédiaires sur l'emploi des fonds qui leur auront été versés, le 30 juin 2009 au plus tard, ainsi qu'un rapport descriptif et un rapport financier finals, le 28 février 2010 au plus tard. Aucune aide nouvelle ne peut être accordée tant qu'il n'a pas été rendu compte de manière satisfaisante de l'emploi des aides versées précédemment.

5. La date limite pour la présentation de demandes d'aide au titre de voyages et de projets pour 2009 est fixée au 31 mars 2009. Le Conseil d'administration examinera les demandes recevables à sa quatorzième session, qui doit se tenir à Genève les 17 et 18 septembre 2009.

### **B. Recevabilité de nouvelles demandes et processus de sélection**

6. Conformément aux critères de sélection adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/122, les bénéficiaires d'aides du Fonds sont les personnes dont les droits ont été gravement violés par des formes contemporaines d'esclavage. Les critères de recevabilité des projets sont énoncés dans les directives du Fonds.

7. Le secrétariat vérifie que les formulaires de candidature recevables sont conformes aux critères de sélection approuvés et, si nécessaire, sollicite de l'organisation un complément d'information. Il consulte également, le cas échéant, les organismes et réseaux spécialisés dont les noms sont donnés comme références. Il résume et analyse ensuite l'ensemble du dossier à la lumière des critères de sélection de façon à faciliter la tâche du Conseil d'administration. À sa session annuelle, le Conseil examine toutes les demandes jugées recevables, y compris le formulaire de candidature initial, le résumé analytique élaboré par le secrétariat et toute autre information pertinente. Il formule ensuite des recommandations à l'intention du Secrétaire général conformément aux directives du Fonds et du Conseil. Après la session, le secrétariat revoit toutes les recommandations du Conseil pour s'assurer qu'elles sont conformes aux règles et règlements applicables de l'ONU dans les domaines administratifs et financiers. La Haut-Commissaire aux droits de l'homme, agissant au nom du Secrétaire général, approuve les recommandations concernant les aides financières au titre de projets.

8. Les organisations bénéficiaires sont priées d'accepter toutes les conditions dont sont assorties les aides financières, notamment l'obligation qui leur est faite de soumettre des rapports descriptifs et financiers intermédiaires et finals sur l'utilisation des fonds dans un délai donné. Après avoir reçu cette confirmation, le secrétariat du Fonds demande aux services financiers de l'Office des Nations Unies à Genève de verser sans retard l'aide financière accordée au projet considéré.

### **C. Contrôle et évaluation par le Conseil et par le secrétariat**

9. Le secrétariat examine l'ensemble des rapports descriptifs et financiers reçus des organisations bénéficiaires quant à l'emploi des aides financières au titre de projets préalablement versées et sollicite, au besoin, de ces organisations un complément d'information. Il peut demander d'autres renseignements sur l'organisation ou sur le projet concerné au Haut-Commissariat aux droits de l'homme, s'il est présent sur le terrain, et à d'autres bureaux locaux des Nations Unies tels que ceux du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

10. Le Conseil d'administration et le secrétariat procèdent à l'évaluation de la façon suivante:

a) À sa session annuelle, le Conseil d'administration examine la suite donnée aux aides financières accordées au cours des années précédentes au titre de projets. S'il est satisfait du rapport présenté par une organisation, il recommande que l'on close le dossier. En revanche, lorsque le rapport n'est pas complet, il recommande que l'on demande un complément

d'information à l'organisation. Aucune aide financière nouvelle ne peut être accordée à ladite organisation si le Conseil d'administration n'est pas satisfait des rapports qu'elle a soumis;

b) Les membres du Conseil d'administration peuvent également se rendre sur le lieu où sont réalisés les projets financés par le Fonds, dans leur région géographique; le secrétariat du Fonds peut faire de même;

c) Au besoin, les membres du Conseil d'administration, qui sont des experts des Nations Unies réputés dans le domaine des formes contemporaines d'esclavage, entrent directement en contact avec les responsables du projet sur le terrain, durant les sessions du Conseil d'administration ou lors des réunions sur les droits de l'homme pertinentes, afin de mieux évaluer l'utilisation des aides financières accordées. Le secrétariat peut également rencontrer des responsables de projet;

d) Les organisations qui fournissent des références et les représentants de réseaux spécialisés peuvent également être invités à assister à la session du Conseil d'administration afin, notamment, de fournir des renseignements complémentaires sur tel ou tel projet ou organisation, de répondre aux questions du Conseil d'administration et de donner des éclaircissements sur leurs activités.

#### **IV. SITUATION FINANCIÈRE DU FONDS**

11. Selon les informations présentées à la treizième session du Conseil par le Haut-Commissariat, le Fonds disposait de 970 050 dollars provenant des nouvelles contributions versées depuis la douzième session (voir annexe I) ainsi que du solde non dépensé de l'exercice précédent.

#### **V. TREIZIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

12. La treizième session du Conseil d'administration du Fonds s'est tenue au Haut-Commissariat aux droits de l'homme à Genève du 8 au 12 septembre 2008. Elle a été ouverte par M. Julian Burger, Coordonnateur du Groupe des peuples autochtones et des minorités, Service de l'état de droit, de l'égalité et de la non-discrimination. M. Burger a félicité les nouveaux membres, M. Cleophas Kwdjo Mally et M<sup>me</sup> Virginia Herrera Murillo, pour leur nomination et a attiré l'attention des membres du Conseil d'administration sur les résultats finals de l'évaluation du Fonds que le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) avait menée pour donner suite à une recommandation formulée par le Conseil à sa onzième session. Il s'est également réjoui de la nomination d'un nouveau Rapporteur spécial sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences.

13. Quatre membres du Conseil d'administration ont participé à la session et M. Weissbrodt a été élu Président. Le cinquième membre, Gulnara Shahinian (Arménie), qui avait démissionné le 23 mai 2008 et n'avait pas été remplacé au moment de la tenue de la session, n'était pas présent.

14. Le Conseil a tenu 10 séances pendant lesquelles il a examiné les renseignements rassemblés par le secrétariat concernant la situation financière du Fonds, les activités de collecte de fonds, les demandes d'aide financière au titre des frais de voyage et des projets, et la définition d'orientations pour les futures activités concernant les aides.

15. Le 10 septembre 2008, les membres du Conseil et la Rapporteuse spéciale ont organisé une manifestation parallèle conjointe dans le cadre de la neuvième session du Conseil des droits de l'homme, avec les gouvernements et les ONG intéressés. Le 12 septembre 2008, le Conseil d'administration a tenu sa réunion annuelle avec des représentants des gouvernements donateurs, d'autres donateurs et des gouvernements intéressés (voir par. 22).

### **A. Recommandations pour les aides financières**

16. Le Conseil a examiné 181 demandes d'aide financière au titre de projets, provenant de 48 pays et portant sur un montant de 2 490 837 dollars. Les demandes provenaient des continents et pays ci-après: Afrique (40): Bénin (2), Burkina Faso (1), Burundi (1), Cameroun (4), Côte d'Ivoire (2), Éthiopie (1), Ghana (1), Guinée (1), Kenya (2), Libéria (1), Malawi (1), Mali (1), Nigéria (5), Ouganda (2), République centrafricaine (2), République démocratique du Congo (5), Rwanda (2), Tanzanie (2), Togo (2) et Zambie (2); Amériques (22): Argentine (2), Brésil (2), Canada (1), Colombie (1), Costa Rica (3), Équateur (1), États-Unis d'Amérique (3), Guatemala (2), Paraguay (1) et Pérou (6); Asie (106): Bangladesh (4), Cambodge (1), Inde (83), Iran (2), Iraq (1), Népal (5), Pakistan (5), Philippines (3), Tadjikistan (1) et Viet Nam (1); Europe et autres États (13): Émirats arabes unis (1), Espagne (1), Fédération de Russie (6), Israël (1), Italie (1), République tchèque (1), Suisse (1) et Turquie (1).

17. À la lumière des critères de sélection, le Conseil d'administration a recommandé l'octroi de 71 aides financières au titre de projets, pour un montant total de 733 109 dollars, pour aider 71 ONG dans 45 pays. En Afrique (22): Bénin (1), Burkina Faso (1), Burundi (1), Cameroun (1), Côte d'Ivoire (1), Éthiopie (1), Ghana (1), Guinée (1), Libéria (1), Malawi (1), Mali (1), Nigéria (3), Ouganda (1), République démocratique du Congo (2), Rwanda (1), Tanzanie (1), Togo (2) et Zambie (1); dans les Amériques (12): Brésil (1), Canada (1), Colombie (1), Costa Rica (3), Équateur (1), États-Unis d'Amérique (2), Guatemala (1), Paraguay (1) et Pérou (1); en Asie (27): Bangladesh (3), Cambodge (1), Inde (11), Iran (1), Iraq (1), Népal (2), Pakistan (4), Philippines (2), Tadjikistan (1) et Viet Nam (1); en Europe et ailleurs (10): Émirats arabes unis (1), Espagne (1), Fédération de Russie (3), Israël (1), Italie (1), République tchèque (1), Suisse (1) et Turquie (1) (voir tableau des aides financières au titre de projets figurant à l'annexe II).

18. Le Conseil a également recommandé une liste de réserve de 15 aides financières au titre de projets pour un montant total de 108 000 dollars, pour venir en aide à 15 ONG en Inde (voir tableau des aides financières au titre de projets figurant à l'annexe III).

### **Dimension paritaire**

19. Le Conseil a tenu compte de l'importance de la dimension paritaire et de la répartition entre pays et entre régions lorsqu'il a examiné les demandes d'aide au titre de frais de voyage et de projets. Il apparaît que plus de la moitié des bénéficiaires des aides au titre de projets sont des femmes.

### **B. Collecte de fonds**

20. Sur la base des fonds disponibles, le Conseil a adopté son plan de dépenses révisé pour 2008.

21. Le Conseil a tenu sa réunion annuelle avec les gouvernements donateurs, réguliers ou récents, les gouvernements intéressés et d'autres donateurs. Y ont participé les représentants des 12 États suivants: Arabie saoudite, Canada, Danemark, Finlande, Grèce, Israël, Malaisie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Suisse et Thaïlande.

22. Le Président et les membres du Conseil ont remercié les donateurs de leurs généreuses contributions au Fonds et ont donné des exemples de la manière dont celles-ci aidaient les victimes des formes contemporaines d'esclavage. Les représentants de plusieurs États ont manifesté leur soutien au Fonds et à son action.

23. Le Conseil a également rencontré M<sup>me</sup> Bernadette Pierard-Pasquier de la Section des relations extérieures et de la liaison avec les donateurs du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et a recommandé que des informations sur le Fonds soient diffusées à l'occasion des réunions avec les donateurs réguliers du Haut-Commissariat. Le Conseil a aussi recommandé de renforcer la collaboration entre la Section et le secrétariat du Fonds.

24. Le Conseil est convenu d'envoyer une lettre signée de son président à toutes les missions et délégations permanentes auprès de l'Office des Nations Unies à Genève afin d'inviter leurs gouvernements à verser des contributions au Fonds, au plus tard en décembre 2008, lettre qui servirait aussi aux membres du Conseil lors de leurs activités de suivi dans leurs régions respectives pour contacter les gouvernements et d'autres donateurs potentiels.

### **C. Suivi des recommandations du Bureau des services de contrôle interne**

25. Suivant la recommandation du Conseil à sa onzième session, le BSCI a procédé à un examen général des activités du Fonds, de novembre 2006 à janvier 2007. Il s'agissait d'étudier les incidences de ces activités sur les groupes cibles et de vérifier que les aides financières étaient accordées dans le respect du règlement et des règles de l'ONU et des directives du Fonds, ainsi que d'évaluer l'efficacité des modalités d'établissement de rapports et de contrôle du Fonds. Le BSCI a publié son rapport final, qui comprenait 21 recommandations, en juin 2007.

26. Globalement, il ressort de l'évaluation du BSCI que le Fonds honore son mandat et que ses activités ont une incidence positive sur les victimes des formes contemporaines d'esclavage. Le BSCI a souligné que le Fonds présentait des caractéristiques uniques. Le Fonds vient en aide à de petites organisations qui travaillent à l'échelon des collectivités, se concentre sur des problèmes que les gouvernements sont souvent réticents à reconnaître et confère une crédibilité à des initiatives nouvelles qui peuvent ainsi avoir accès à d'autres sources de financement pour poursuivre leur développement.

27. Au titre du point de l'ordre du jour consacré au suivi des recommandations du BSCI, le Conseil a rencontré Joanna Di Domenico, vérificatrice aux comptes pour le BSCI. M<sup>me</sup> Di Domenico a souligné les progrès réalisés par le secrétariat dans l'application des recommandations et a noté une nette augmentation du nombre de demandes et de contributions.

### **Recommandations 1, 2 et 3**

28. Le BSCI a recommandé d'établir, en vue de la sélection des bénéficiaires, des directives plus détaillées et assorties d'indicateurs clefs relatifs aux formes contemporaines d'esclavage, de donner la priorité à certaines de ces formes, en particulier celles dont ne s'occupent pas déjà d'autres organisations internationales, et de soutenir des projets reposant sur une stratégie qui s'attaque aux causes premières du problème, associée à une assistance directe et à des activités génératrices de revenus en faveur des victimes de formes contemporaines d'esclavage.

29. Le Conseil d'administration a élaboré et adopté provisoirement de nouvelles directives et orientations qui comprennent des indicateurs clefs relatifs aux formes contemporaines d'esclavage. Il y a inclus des dispositions spéciales destinées à encourager les ONG à élaborer des projets durables assortis d'actions visant à s'attaquer aux causes premières de l'esclavage moderne, associés à une assistance directe et à des activités génératrices de revenus en faveur des victimes de formes contemporaines d'esclavage. Il a également décidé de demander aux bénéficiaires de présenter des rapports d'évaluation d'impact supplémentaires deux ans après l'achèvement du projet, afin de permettre une meilleure évaluation de l'impact à long terme.

### **Recommandation 4**

30. Le BSCI a recommandé au Fonds d'envisager d'établir des liens à plus long terme avec les organisations qui fournissent une assistance directe, en leur accordant un soutien financier sur une période de deux à trois ans.

31. Le Conseil a élaboré et adopté provisoirement de nouvelles directives et orientations qui comprennent des dispositions spéciales concernant une politique de financement sur deux ans, sous réserve de la disponibilité des fonds.

### **Recommandation 5**

32. Le BSCI a recommandé au Conseil d'administration d'inviter les candidats à axer leurs propositions de projet sur le renforcement des capacités par des activités comme l'assistance technique ou la formation.

33. Les nouvelles directives et orientations ont été assorties de dispositions spéciales invitant les candidats à consacrer une partie des aides financières reçues à des activités de renforcement des capacités comme l'éducation aux droits de l'homme, la gestion de projet, la formation et la comptabilité. En outre, le Conseil a décidé de demander aux ONG d'associer les bénéficiaires à l'élaboration et à la mise en œuvre des projets.

34. Le Conseil a également souligné que ses membres devraient s'attacher plus activement à dispenser à certaines ONG de leurs régions respectives, sans incidence financière pour le Fonds, des programmes de formation axés sur le renforcement des capacités.

## Recommandations 6 et 7

35. Le BSCI a recommandé d'améliorer l'accès à l'information disponible sur le site Web du Fonds, de faciliter l'établissement de partenariats et l'échange de meilleures pratiques entre les bénéficiaires, de sensibiliser davantage au problème de l'esclavage et de publier les réalisations du Fonds.

36. Après avoir étudié la nouvelle version du site Web du Fonds élaborée par le secrétariat, qui comprend des liens vers d'autres organisations s'occupant des questions d'esclavage, des exemples de réussites et un répertoire d'autres sources de financement pour les projets destinés à aider les victimes de formes contemporaines d'esclavage, le Conseil a recommandé de la mettre en ligne. Il a aussi recommandé d'établir une compilation des meilleures pratiques à partir des rapports descriptifs à la fin de chaque année de notification et de la publier. Il a en outre recommandé de diffuser son rapport aux ONG et aux bureaux extérieurs du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

37. Le Conseil a examiné le répertoire des ONG actives dans la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, établi par le secrétariat, et a recommandé de l'étendre aux ONG locales. Il a également recommandé de diffuser largement les documents d'information existants, tels que la brochure intitulée *Le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage*<sup>1</sup> et la publication spéciale intitulée *Abolir l'esclavage et ses formes contemporaines*<sup>2</sup> ainsi que les formulaires de candidature.

38. Le Conseil a recommandé au Haut-Commissariat d'encourager ses bureaux extérieurs, ses rapporteurs spéciaux et autres partenaires à diffuser ces documents.

39. Le Conseil a en outre souligné l'importance de la célébration chaque année de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage (le 2 décembre) afin de sensibiliser l'opinion publique à cette question.

## Recommandation 8

40. Le BSCI a recommandé au Conseil d'administration de se concentrer davantage sur les grandes questions comme l'établissement de priorités pour le développement futur du Fonds, la collecte de fonds, le contrôle et les compétences techniques des ONG, par exemple, afin de mieux répondre aux besoins des victimes de l'esclavage sur le long terme.

41. À sa treizième session, le Conseil d'administration a consacré une journée aux questions d'orientation et de stratégie en vue de répondre aux besoins des victimes de l'esclavage sur le long terme.

---

<sup>1</sup> HR/PUB/05/03.

<sup>2</sup> HR/PUB/02/04.

### **Recommandation 9**

42. Le BSCI a recommandé la mise en place d'un mécanisme officiel de suivi et d'évaluation pour veiller à ce que les aides financières accordées soient utilisées aux fins prévues.

43. Conformément aux recommandations du BSCI, le Conseil a recommandé de mettre en œuvre des projets de suivi à intervalle régulier. Le secrétariat devrait établir des rapports sur les visites de projets aux fins d'examen par le Conseil à sa session annuelle. Le Conseil a recommandé que soit effectuées deux missions sur le terrain avant les versements de nouvelles aides financières en décembre 2008 et que 4 % du budget total du Fonds soient alloués à ces missions. Il a recommandé d'informer les bureaux extérieurs du PNUD de toute mission d'évaluation qui serait prévue et de profiter de ces visites pour prendre contact avec les organisations, en particulier dans les régions touchées qui n'ont présenté que peu de demandes.

44. Le Conseil a également revu et adopté de nouveaux formats pour les rapports financiers et les rapports récapitulatifs en vue de renforcer le contrôle et l'évaluation des bénéficiaires.

45. La première mission sur le terrain a été effectuée du 2 au 11 novembre 2008 par un membre du Conseil d'administration (Prateep Ungsongtham Hata) et le secrétariat du Fonds en vue d'opérer une présélection et un contrôle des 13 bénéficiaires d'aides financières actuels ou potentiels du Fonds en Inde (Andhra Pradesh). Les conclusions et les recommandations qui y feront suite seront présentées au Conseil pour qu'il les examine à la prochaine session.

### **Recommandation 10**

46. Le BSCI a recommandé de mettre en place un système de gestion de l'information pour assurer un contrôle et un suivi efficaces des aides financières.

47. Le Conseil a noté avec satisfaction qu'un nouveau système de gestion des aides financières avait été conçu. Ce système n'en est encore qu'à ses balbutiements et le secrétariat travaille à en élaborer la base de données.

### **Recommandation 12**

48. Le BSCI a recommandé que le Haut-Commissariat accentue encore ses efforts de collecte de fonds afin d'obtenir davantage de ressources qui permettront de diffuser plus d'informations sur l'objectif et l'impact des activités du Fonds.

49. Le Conseil s'est penché sur les activités de collecte de fonds menées par ses membres et par le secrétariat. Une réunion sur la collecte de fonds a été tenue le 19 février 2008 avec les donateurs et autres gouvernements intéressés, l'objectif étant de débattre de l'orientation que devrait suivre le Fonds à l'avenir. De plus, 15 réunions bilatérales ont été organisées avec des représentants des missions permanentes.

### **Recommandation 13**

50. Le BSCI a recommandé de remanier le cycle de traitement des demandes et d'octroi des aides financières du Fonds. Le Conseil a adopté un nouveau cycle d'octroi des aides financières en 2010, à savoir:

- a) Date limite de présentation des demandes d'aide au titre de projets pour 2010: 31 mars 2009;
- b) Session annuelle du Conseil d'administration: septembre 2009;
- c) Versement des aides: octobre à décembre 2009;
- d) Présentation des rapports financiers et des rapports descriptifs intérimaires: 30 juin 2010;
- e) Présentation des rapports financiers et des rapports descriptifs: 28 février 2011.

### **Recommandations 15 et 16**

51. Le BSCI a recommandé au Haut-Commissariat de mettre en place une politique de présélection plus complète et plus économique pour veiller à ce que les aides financières sollicitées par des candidats fiables soient approuvées au moindre coût et en coordination avec les bureaux extérieurs du Haut-Commissariat et du PNUD, et d'autres partenaires pertinents, ce qui permettra de vérifier l'existence réelle des nouveaux candidats.

52. Le Conseil a revu et adopté de nouvelles modalités de présélection des demandes ainsi que de nouveaux formulaires de demande qui exigent des candidats qui s'adressent au Fonds pour la première fois qu'ils fournissent des documents supplémentaires, notamment: un certificat d'agrément de l'organisation; les statuts de celle-ci; une copie des documents bancaires de l'organisation qui attestent la délégation de signature; des copies des relevés bancaires sur six mois; deux lettres de recommandation; et une attestation d'autres sources de financement. Le secrétariat rentrera également en contact avec les bureaux extérieurs du Haut-Commissariat et du PNUD pour vérifier l'existence et la qualité de tous les candidats.

### **Recommandation 18**

53. Le BSCI a recommandé au Haut-Commissariat d'exiger des bénéficiaires qu'ils signent un accord complet préservant les intérêts du Fonds et comprenant une obligation de coopération dans le cadre des évaluations de projets, de présentation de rapports, de mise à jour des documents attestant la façon dont l'aide financière a été dépensée et de remboursement en cas d'escroquerie, de détournement ou d'irrégularités de gestion.

54. Le Conseil a noté qu'un nouvel accord type en matière d'aides contenant toutes les dispositions voulues avait été envoyé à tous les bénéficiaires d'aides au titre de projets de 2007.

### **D. Collaboration avec la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences**

55. Dans le cadre de l'examen du point de son ordre du jour relatif aux faits nouveaux intervenus au sein du système des Nations Unies concernant les mandats pertinents, le Conseil s'est entretenu avec la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines d'esclavage, y compris leurs causes et leurs conséquences. Les membres du Conseil et la Rapporteuse spéciale ont discuté des modalités de leur collaboration. La Rapporteuse spéciale est convenue

de participer aux processus de contrôle et d'évaluation des bénéficiaires, ainsi que de présélection des nouveaux candidats et de contribuer au renforcement des capacités des bénéficiaires lors de ses missions sur le terrain.

56. Dans le droit fil des recommandations 6 et 8 du BSCI, le Conseil a décidé d'allouer 10 000 dollars aux ONG pour permettre aux bénéficiaires d'aides de participer à des réunions régionales, sous-régionales et nationales organisées dans le cadre des missions sur le terrain de la Rapporteuse spéciale.

57. Le 10 septembre 2008, les membres du Conseil et la Rapporteuse spéciale ont organisé, dans le cadre de la neuvième session du Conseil des droits de l'homme, une réunion avec les gouvernements et les ONG intéressés, en vue de débattre de la collaboration entre le Fonds et la Rapporteuse spéciale. Y ont participé des représentants de 14 États, dont l'Azerbaïdjan, Bahreïn, le Bélarus, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, Israël, la Finlande, la France, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse, et de 14 ONG. Plusieurs États ont indiqué qu'ils soutenaient la collaboration entre le Fonds et la Rapporteuse spéciale.

58. Compte tenu des changements en cours dans les mécanismes compétents en matière de droits de l'homme, le Conseil a recommandé que l'on révise la fiche d'information n° 14 du Haut-Commissariat sur les formes contemporaines d'esclavage, en collaboration avec la Rapporteuse spéciale, afin d'y faire figurer une référence aux activités du Fonds et au nouveau mandat de la Rapporteuse spéciale.

#### **E. Autres recommandations**

59. Le Conseil a examiné la mise en œuvre de ses recommandations issues de sa douzième session en 2007, et a constaté avec satisfaction que, dans la mesure du possible, celles-ci avaient été traitées avec efficacité et compétence par le secrétariat.

60. Le Conseil a fait observer qu'un renforcement de la coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et les bureaux extérieurs du Haut-Commissariat servirait les intérêts de tous et a recommandé d'échanger des informations sur les organisations et de coordonner les travaux.

61. Compte tenu de l'augmentation du montant des contributions, du nombre de formulaires de demande reçus et des recommandations du BSCI, le Conseil a prié le Haut-Commissariat de fournir au Fonds tout l'appui administratif et tous les services de secrétariat nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de sa mission. Il a demandé à son président d'envoyer un courrier à la Haut-Commissaire en vue d'obtenir davantage de personnel pour le secrétariat du Fonds.

62. Le Conseil a recommandé d'inviter le Coordonnateur du Programme international pour l'abolition du travail des enfants (IPEC) de l'OIT à sa quatorzième session et d'inscrire à son ordre du jour un point concernant la coopération avec ledit programme.

## **VI. ÉVALUATION DES BESOINS POUR LA QUATORZIÈME SESSION**

63. Le montant total de demandes d'aide reçues s'est élevé à environ 2 490 837 dollars en 2008. Le Conseil a été en mesure de recommander l'octroi d'aides financières s'élevant à environ 733 109 dollars. Pour lui permettre de s'acquitter de son mandat et de satisfaire les nouvelles demandes prévues pour 2009, le Conseil estime qu'il faudrait que le Fonds reçoive de nouvelles contributions d'un montant au moins égal à 1 376 000 dollars avant sa quatorzième session.

## **VII. COMMENT VERSER DES CONTRIBUTIONS AU FONDS**

64. Les gouvernements, les organisations non gouvernementales et les autres entités privées et publiques peuvent verser des contributions au Fonds. Les donateurs sont priés de faire figurer sur l'ordre de paiement la mention suivante: «For the Slavery Fund, account SH» (Pour le Fonds pour la lutte contre l'esclavage, compte SH). Pour obtenir des renseignements sur la procédure à suivre, prière de contacter le secrétariat à l'adresse suivante:

Secrétariat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies  
pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage  
Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme  
Palais des Nations  
CH-1211 Genève 10  
Suisse  
Téléphone: +41 22 928 9737 ou +41 22 928 9164  
Télécopie: +41 22 928 9066.

**Annexe I**

[ENGLISH ONLY]

**CONTRIBUTIONS AVAILABLE AT THE THIRTEENTH SESSION  
OF THE BOARD OF TRUSTEES**

Donor	Amount (in United States dollars)	Date paid
Belgium	72 886.00	December 2007
Belgium	74 404.00	March 2008
Colombia	10 000.00	December 2007
Cyprus	3 600.00	March 2008
Finland	77 760.00	June 2008
Germany	315 457.00	April 2008
Greece	41 039.00	August 2007
Holy See	1 500.00	May 2007
Holy See	1 500.00	June 2008
Israel	5 000.00	September 2007
Israel	5 000.00	April 2008
Israel	2 500.00	February 2008
Ireland	68 306.00	June 2007
Ireland	75 642.00	March 2008
Japan	25 000.00	September 2007
Luxembourg	46 656.00	June 2008
Republic of Korea	10 000.00	December 2007
Saudi Arabia	25 000.00	March 2008
South Africa	6 625.00	April 2007
South Africa	5 996.00	April 2008
Switzerland	47 619.00	August 2008
Thailand	2 752.00	January 2008
Turkey	10 000.00	November 2007
United Arab Emirates	29 997.00	April 2008
Venezuela	5 000.00	December 2007
Ms. Prateep Unsongtham Hata	491.00	April 2007
Ms. Gulnara Shahinian	320.00	February 2007
<b>Total contribution</b>	<b>970 050.00</b>	

**Annexe II**

[ENGLISH ONLY]

**PROJECT GRANTS RECOMMENDED BY THE BOARD OF TRUSTEES  
AT THE THIRTEENTH SESSION**

Organization	Country	Title of project or aspect covered	Amount approved (US\$)	Decision on grant
Charitable Development Society of Bangladesh	Bangladesh	Survival of the slaves of the Rakhain community who were severely affected by cyclone SIDR in the Barguna District	7 000	To be paid in two instalments Prompt payment
Development Activities of Society	Bangladesh	Assistance for the housewives and maidservants victims of violence and torture	7 700	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Platform of Women's Empowerment and Rights	Bangladesh	Emancipation of illiterate and poorest woman and adolescent girl maidservants enslaved	15 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Enfants Solidaires d'Afrique et du Monde	Benin	Projet de formation et de sensibilisation des acteurs sociaux, des juristes, des forces de sécurités, des organisations de la société civile, des élus et des enfants sur le thème: "Droits et protection des enfants en situation de traite"	5 000	To be paid in two instalments Prompt payment
Centro pela justiça e o direito internacional	Brazil	Advocating the eradication of slave labour in Brazil	12 200	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Groupe de Recherche Action pour un Développement Endogène de la Femme Rurale du Burkina	Burkina Faso	Venegre project "Preventing child and women trafficking"	5 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Unissons-nous pour la Promotion des Batwa	Burundi	Research and survey on serfdom in four provinces of Burundi	6 000	Prompt payment
Virakpheap Komar Krong Palin	Cambodia	Enrolling child labourers in school	12 355	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information

Organization	Country	Title of project or aspect covered	Amount approved (US\$)	Decision on grant
Lelewal Barka	Cameroon	Financial empowerment of Mbororo women to liberate them from marital slavery	9 000	To be paid in two instalments Prompt payment
New Opportunities for Women (NOW)	Canada	Healthy living programme	5 000	Prompt payment
Asociación de autoridades Tradicionales Wayuu Mareywayuugama de la Zona del Cerro de la Teta	Colombia	Knitting nets of opportunities	5 000	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Alianza por tus Derechos	Costa Rica	Promoviendo una reinserción social inclusiva para personas que han sido víctimas de explotación sexual comercial y trata de personas	7 000	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Defensa de Niñas y Niños - Internacional	Costa Rica	Building up regional strategies to follow up the World Study against Violence. Violence in the working environment, against children, against girls and adolescents performing domestic work in the framework of the Global Campaign Against Children's Work in Central America, Mexico and the Caribbean	10 000	Prompt payment
Defensa de Niñas y Niños - Internacional, Sección Costa Rica	Costa Rica	Defence of girls and boys and migrant adolescents in conditions of risk of being victims of human trafficking. Promotion of communitarian strategies for the prevention of human trafficking in the community of "Los Chiles"	12 000	Prompt payment
La Strada Czech Republic	Czech Republic	Complex long-term assistance programme with legal counselling helping trafficked persons to regain control over their lives	10 000	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Solidarité avec les Victimes et pour la Paix	Democratic Republic of the Congo	Projet de prévention d'exposition des filles à la prostitution et à la contamination du SIDA	6 825	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information

Organization	Country	Title of project or aspect covered	Amount approved (US\$)	Decision on grant
Oeuvres Sociales pour le Développement	Democratic Republic of the Congo	Prise en charge des bébés abandonnés à la naissance et lutte contre la vente illicite de ces derniers	9 000	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Fundación Ecuatoriana Futuro Humano y Ecológico	Ecuador	Wiping out bonded work and child sexual exploitation from Taisha	9 000	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
World Vision Ethiopia	Ethiopia	Chencha child trafficking mitigation project	8 000	Prompt payment
Friends of Suffering Humanity	Ghana	Child labour rehabilitation centre (Bridge School)	5 300	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Asociacion de Desarrollo Tinamit Junam	Guatemala	Educational opportunities for indigenous girls and adolescents	8 000	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Apne AAP Women Worldwide	India	Ending the intergenerational prostitution and slavery of girls from the Nutt community	7 000	Prompt payment
Bharati Educational Society	India	Sustainable elimination of the mathangi system through multisectorial activation, public sensitization and economic rehabilitation of mathangi victims involved in sexual slavery	7 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Curie Educational Society	India	Extension proposal on empowerment of basivinis through liberation education programmes	14 928	To be paid in two instalments Prompt payment
Jansi Mahila Mandali	India	Rehabilitation of malformed bonded beggary and labour children victims of disability, eunuching, addiction and child prostitution	15 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Kasthriba Mahila Mandali	India	Protection of the crucial lives of the innocent children from the cruel forms of child labour	15 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Mahila Seva Samithi	India	Capacity-building for exploited bonded adult labourers including especially women and child labourers including especially girls who are more exploited	14 980	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information

Organization	Country	Title of project or aspect covered	Amount approved (US\$)	Decision on grant
Rural Education Welfare Development Society	India	Rehabilitation of rural bonded labourers and child labourers engaged in the mines, agricultural lands, domestic work and other works	8 280	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Society for People's Economic & Educational Development	India	Empowerment of basivinis through micro income-generating schemes	15 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Sri. K. Pitchi Reddy Educational & Welfare Society	India	Reformatory empowerment and development programme to the mathangi women and children who are the victims of traditional sexual bondage in the name of God	14 990	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Vedika	India	Capacitating the community to care for children suffering various kinds of slavery	15 000	Prompt payment
Weaker Sections Organization for Rural Training and Health	India	Empowerment of marginalized women and working children through macrocredit	7 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Omid-e-Mehr Foundation	Iran	Omid halfway house shelter project	15 000	Prompt payment
New Iraqi Woman Organization	Iraq	Training courses for the war orphans on computerization and sewing, ceramic handcrafts and wood shavings	13 750	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Kav LaOved Worker's Hotline	Israel	Forced labour and trafficking of migrant workers - assisting Nepalese workers in Israel	10 000	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Focus Casa dei Diritti Sociali	Italy	Prevention and struggle against contemporary forms of slavery of denied asylum-seekers in Rome and the Lazio Region	7 000	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Club Union Africaine Côte d'Ivoire	Ivory Coast	Projet de réinsertion socio-professionnel des enfants travaillants dans les plantations en Côte d'Ivoire	8 000	Prompt payment
Volunteers to Support International Efforts in Developing Africa	Liberia	Implementing actions to end the epidemic of sexual abuse and domestic servitude	6 000	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information

Organization	Country	Title of project or aspect covered	Amount approved (US\$)	Decision on grant
Peace in God Organization	Malawi	Alleviating the system of child labour and prostitution through income-generating activities	12 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Groupement des Artisans Ruraux d'Intadeyné	Mali	Recover dignity, improve the status and living conditions of Tuareg domestic workers through literacy programme and human rights awareness	8 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Rugmark	Nepal	Inspection, monitoring and certification for mainly reducing the influence of child labour	8 000	Prompt payment
Children Women In Social Service and Human Rights	Nepal	Strengthening domestic workers' rights movement in Nepal	14 990	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Women Trafficking and Child Labour Eradication Foundation	Nigeria	Rehabilitation and support services to rescued victims of trafficking	14 581	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Network for Justice and Democracy	Nigeria	Fighting against child labour	13 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Silverline Development Initiatives	Nigeria	Anti-child labour initiative through community awareness and education assistance	12 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Insan Dost Association	Pakistan	The eradication of torture and bonded labour by the implementation of the factory act	10 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Pakistan Rural Workers Social Welfare Organisation	Pakistan	Integrating support services to children victims of trafficking including those employed as camel jockeys in Gulf States	10 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Association of Network for Community Empowerment	Pakistan	Struggle against slavery through education	14 500	To be paid in two instalments Prompt payment
Bonded Labour Liberation Front Pakistan	Pakistan	Freedom through education	15 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information

Organization	Country	Title of project or aspect covered	Amount approved (US\$)	Decision on grant
Global Association	Paraguay	Assisting violated and exploited women and children	8 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Movimiento El Pozo	Peru	Protecting women and girls from sexual abuse	10 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Kyabaan Association, Inc.	Philippines	Psychological and legal support services for women and children in prostitution	10 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Visayan Forum Foundation, Inc.	Philippines	Providing training for the women and youth in the city of Manila on information technology to enhance their economic opportunities and prevent human trafficking and to empower trafficked persons	15 000	To be paid in two instalments Prompt payment
Action Contre l'Exploitation des Enfants et des Femmes	Republic of Guinea	Support pour le suivi socio-professionnel et éducatif de 50 enfants victimes de traite dans les 5 communes de Conakry	9 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Institute of Non-discriminative Gender Interrelations/ Crisis Center for Women	Russian Federation	Rendering complex rehabilitation assistance to victims of human trafficking	10 000	Prompt payment
Inter-regional Civic Organisation Siberian League of Women Voters	Russian Federation	Safe House Project - for the provision of aid to trafficking victims at the Women and Society Center	10 000	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Center for Assistance to Victims of Violence and Human Trafficking	Russian Federation	Building militia squads' capacity to combat child trafficking and sexual exploitation of children	12 250	Prompt payment
Solidarité Femmes 3x3	Rwanda	Projet de rattrapage scolaire et d'apprentissage à la technologie de fabrication de la tuile en vibro-mortier en faveur des enfants utilisés dans les travaux domestiques	10 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Adoratrices Proyecto Esperanza	Spain	Apoyo integral a mujeres víctimas de la trata de personas con fines de explotación	8 000	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information

Organization	Country	Title of project or aspect covered	Amount approved (US\$)	Decision on grant
Terres des Hommes	Switzerland (Mali)	Protecting Bamako's house girls	15 000	Prompt payment
Vivere	Switzerland (United Arab Emirates)	Protection of the victims of trafficking of human beings in the United Arab Emirates	10 000	Prompt payment
Modar	Tajikistan	Provision of necessities to repatriated trafficking victims in transit	10 000	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Muungano Community Based Organization	Tanzania	Establishment of poultry project for the victims of child labour and prostitution	10 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
World Association for Orphans and Abandoned Children	Togo	Preventing child labour	13 000	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Association Ile Développement	Togo	Organisation d'atelier de formation d'enseignants du premier degré en matière de connaissance de la loi relative au trafic d'enfants au Togo	10 000	Prompt payment
Human Resource Development Foundation	Turkey	Improving the identification of victims of human trafficking in Turkey	8 000	Prompt payment
Uganda Youth Development Link	Uganda	Creating a protective environment that recognizes, promotes and protects children from human trafficking through awareness-raising and in Kampala City	10 500	To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Safe Horizon, Inc., N.Y.	United States of America	Anti-trafficking programme, housing relief and assistance initiative	12 000	Prompt payment
Minnesota Advocates for Human Rights	United States of America (Nepal)	Sankhu-Palubari community school project	12 000	Prompt payment
Center for Studies and Applied Sciences in Gender, Family, Women and Adolescents	Viet Nam	Building clubs and reliable counselling service for community reintegration victims of trafficking	14 980	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information
Media Network on Orphans and Vulnerable Children	Zambia	Rescue connection	5 000	To be paid in two instalments To be kept pending until receipt of satisfactory additional information

Total = 71 projects, US\$ 733,109

**Annexe III**

[ENGLISH ONLY]

**CONTINGENCY LIST OF PROJECT GRANTS RECOMMENDED BY  
THE BOARD OF TRUSTEES AT ITS THIRTEENTH SESSION**

Organization	Country	Title of project or aspect covered	Amount approved (US\$)	Decision on grant
Amugampalle Rural Development for Poor Society	India	Sustainable economic support for the most disadvantaged and marginalized and freed women bonded labourers	7 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments
Association for the Social, Educational and Charitable Activities for the Poor Communities	India	Child labour rehabilitation programme in Renigunta of Chittoor district	7 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments
Community Develop. Society for Weaker Sections	India	Protection of women's human rights and development of rural poor women	7 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments
Development of Under Privileged through Integrated Economical Services	India	Fighting against discrimination born by the Hijrah	7 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments
Konaseeman Educational Society	India	Desktop publishing and printing school	7 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments
North Eastern Regional Domestic Worker's Welfare Trust	India	Advocacy programme for improvement of working conditions and protection of the rights of domestic workers of north-eastern states	10 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments
Padma Mahila Mandali	India	Rehabilitation of exploited child labour	7 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments

Organization	Country	Title of project or aspect covered	Amount approved (US\$)	Decision on grant
People's Development Society	India	Social sexual slavery: girls, women and children, welfare and development programme	7 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments
Rural Development Women Welfare Society	India	Empowerment of tribal women through constitutional rights and economic development	7 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments
Secunderabad Don Bosco Navajeevan Society	India	Child rights campaign - supplementary nutrition, rehabilitation, career guidance and job placement for street and working children	7 000	
Social Agricultural Children's Education and Women Development	India	Ensuring child rights among girls and end of domestic slavery	7 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments
Social Economic Assistance for Rural and City Habitants	India	Empower Dalit women and girls to fight against sexual exploitation	7 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments
Society for Action Rural Awareness and Development	India	Relieving child labourers through integrated efforts and ensuring their education and the bright future	7 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments
Voluntary Action for Integrated Development Society	India	Welfare and development programme from the risky factors of life for the Devadasis who are called religious prostitutes	7 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments
Weaker Sections Organization for Rural Training and Health	India	Empowerment of marginalized women and working children through macrocredit	7 000	To be held pending until receipt of more information on the organization To be paid in two instalments

Total = 15 projects, US\$ 108,000

-----